



**PRÉFET
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Niort, le 05/02/2026

ZI de Saint Liguair
4, rue Alfred Nobel
79000 NIORT

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SCIERIE MIGEON SAS

7, Chemin de Dare
79170 Secondigné-sur-Belle

Références : 0007201971/2026/49
Code AIOT : 0007201971

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/11/2025 dans l'établissement SCIERIE MIGEON SAS implanté La Croix Créchaud, ZAE de Bellevue 79130 Secondigny. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCIERIE MIGEON SAS
- La Croix Créchaud, ZAE de Bellevue 79130 Secondigny
- Code AIOT : 0007201971
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Scierie MIGEON, dont le siège social se situe à Secondigné-sur-Belle au sein du groupe ARCHIMBAUD, dispose de trois sites sur la commune de Secondigny, spécialisés dans la production de palettes et le stockage de bois :

- un site soumis au régime de la déclaration au 68 rue du Poitou qui a également fait l'objet d'une visite et d'un rapport d'inspection dédié,
- une scierie historique non soumise à la réglementation des installations classées (site en dessous des seuils de la nomenclature des installations classées et par conséquent sous la responsabilité du maire de la commune dans le cadre du règlement sanitaire départemental).
- un site soumis à enregistrement dans la zone d'activité économique de Bellevue, objet de la présente visite.

Ce dernier, est encadré par les actes suivants :

- Arrêté préfectoral n° 4046 du 16 juin 2003 relatif à l'extension d'une scierie et la création d'une installation de traitement de bois sur la ZAE de Bellevue, "La Croix Créchaud" commune de Secondigny, demande présentée par la société MIGEON Frères ;
- Arrêté préfectoral complémentaire n° 5369 du 3 septembre 2013 portant mise à jour du classement des installations de la SAS ETABLISSEMENTS MIGEON FRERES et l'autorisant à exploiter une scierie équipée d'une installation de traitement de bois, située ZAE de BELLEVUE, "la Croix Créchaud" sur la commune de SECONDIGNY ;
- Prise d'acte n° E229 du 9 mai 2022 relatif à la demande de bénéfice d'antériorité des droits acquis pour les rubriques modifiées par décrets sur le site de la Scierie MIGEON SAS, situé à la Croix Créchaud, ZA de Bellevue, 79130 SECONDIGNY.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|--|--|-----------------------|
| 1 | Traitement de bois | Arrêté Préfectoral du 16/06/2003, article 14.1 | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription | 2 mois |
| 2 | Situation administrative - Classement des installations | Autre du 09/05/2022, article E229 | Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |
| 3 | Confinement des pollutions accidentelles | Arrêté Préfectoral du 16/06/2003, article 5.7 | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription | 12 mois |
| 4 | Périmètre d'exploitation du site | Arrêté Préfectoral du 16/06/2003, article 1.3 | Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite des installations, il a été constaté que l'activité de traitement de bois était en fonctionnement alors que, selon les informations en possession de l'inspection, cette activité n'était plus exercée sur le site.

Il a également été constaté l'absence d'un bassin de confinement qui était régulièrement prévu. Au vu des constats faits lors de la visite, l'inspection propose à monsieur le Préfet un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure visant la régularisation des activités exercées et la mise en conformité du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Traitement de bois

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2003, article 14.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Traitement de bois |
| Prescription contrôlée : 14.1 - Aire de traitement 14.1.1 - Le traitement s'effectue par immersion dans une cuve aérienne associée à une capacité de rétention. La cuve est d'une capacité suffisante pour que les pièces de bois soient traitées en une seule fois et sans débordement. 14.1.2 - Les opérations de mise en solution des produits de traitement s'effectuent directement dans le bac de traitement qui est placé à l'abri des intempéries. 14.1.3 - Le nom du produit utilisé est indiqué de façon lisible et apparente sur l'appareil de traitement et les stockages de liquides concentrés. 14.1.4 - Le bac de traitement est équipé d'un dispositif de sécurité permettant de déceler toute fuite ou débordement et déclenchant une alarme. 14.1.5 - L'installation de traitement doit satisfaire, tous les 18 mois, à une vérification de l'étanchéité de la cuve. Cette vérification, qui peut être visuelle, est renouvelée après toute réparation notable ou dans le cas où la cuve de traitement reste vide 12 mois consécutifs. |
| Constats : Conformément au dossier de demande d'autorisation initiale qui a fait l'objet de l'arrêté préfectoral n° 4046 du 16 juin 2003, le site était régulièrement autorisé au titre de la rubrique 2415 relative à la mise en œuvre de produits de préservation du bois et des matériaux combustibles analogues pour une capacité de 16 000 litres. En 2013, lors de la transmission d'un porter à connaissance pour la création d'une unité de clouage, l'exploitant avait précisé que l'installation de traitement de bois initialement prévue n'avait pas été installée et il avait demandé le retrait de la rubrique 2415 et de ses prescriptions associées. Suite à l'instruction du dossier en 2013, la préfecture a transmis à l'exploitant l'arrêté préfectoral n° 5369 du 3 septembre 2013 portant mise à jour du classement des installations et notamment en son article 1, le tableau de classement applicable au site excluant la rubrique 2415 conformément à la demande de l'exploitant. Néanmoins, il est précisé à l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 5369 du 3 septembre 2013 que les prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral n° 4046 du 16 juin 2003 modifié [...] restent inchangées et demeurent applicables. Aussi, l'ensemble des prescriptions techniques relatives à l'activité de traitement de bois sont toujours en vigueur. Lors de la visite des installations du 9 juin 2016, l'inspection avait constaté qu'une activité de |

traitement de bois était en fonctionnement sur le site avec l'utilisation du produit de traitement SINESTO B. Il avait été demandé à l'exploitant de régulariser sa situation administrative et de mettre en œuvre les prescriptions techniques applicables à son installation.

Dans le cadre de la visite d'inspection du 29 septembre 2021, l'inspection a constaté que l'activité n'était plus en fonctionnement. L'exploitant a indiqué qu'il avait procédé à des essais de traitement de bois par pulvérisation (au lieu d'un traitement par trempage) mais que les résultats n'avaient pas été concluants. Il a précisé que cette activité n'était plus en fonctionnement et une réflexion était en cours sur la pertinence ou non de poursuivre cette activité sur le site.

Par courrier du 1^{er} décembre 2021, l'exploitant a précisé que l'installation de traitement de bois n'était plus en fonctionnement et qu'il n'était pas prévu de la relancer.

Il est à noter qu'aucun dossier de cessation d'activité conforme aux articles R.512-39-1 et suivants du code de l'environnement n'a été déposé.

Lors de la présente visite inopinée, il a été constaté que le site exerce une activité de traitement de bois. L'exploitant précise qu'il vient de commencer des tests mais :

- le produit utilisé SINESTO B est le même que celui qui était utilisé en 2016 lors de la visite d'inspection ;
- le stockage de produits chimiques SINESTO B est composé de deux IBC de 1000 litres sur rétention dont un presque vide et l'autre déjà entamé ;
- les dimensions du bac de traitement décrites dans le dossier de demande d'autorisation (longueur de 4 mètres, largeur de 2 mètres, hauteur de 2 mètres et volume de 16000 litres) correspondent aux caractéristiques du bac de traitement présent sur le site ;
- le matériel mis en œuvre est ancien et présente des traces d'égouttures et de corrosion.



Il est également à préciser que l'article 5.8 de l'arrêté préfectoral du 16 juin 2003 impose l'implantation de 3 piézomètres qui n'ont pas été implantés ainsi que la surveillance des eaux souterraines. Une étude hydrogéologique est présente dans le dossier initial de demande d'autorisation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Conformément aux dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement, l'inspection propose à Monsieur le Préfet un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure.

Sous un mois, l'exploitant est invité à se positionner soit sur la poursuite de l'activité de traitement de bois soit sur l'arrêt définitif de l'activité de traitement de bois.

En cas de poursuite de l'activité de traitement de bois :

L'exploitant recense les produits de traitement de bois utilisés depuis 2003 et prend l'attache d'un bureau d'études. Pour mémoire, l'étude hydrogéologique incluse dans le dossier de demande d'autorisation s'était basée sur l'utilisation du produit SARPECO BPL et les triazoles, dont le propiconazole (fongicides), employés pour le traitement de bois spécifique au produit SARPECOL BPL mais qui n'entrent pas dans la composition du produit SINESTO B.

Sous 2 mois, l'exploitant transmet une analyse de l'ensemble des prescriptions de l'arrêté préfectoral relatives à l'activité de traitement de bois avec un plan d'actions détaillé, accompagné d'un échéancier resserré pour mettre en œuvre les actions correctives nécessaires. Il transmet également l'ensemble des justificatifs prévus pour cette activité par les dispositions de l'article 14 de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Sous 6 mois, l'exploitant transmet :

- les justificatifs de vérification d'étanchéité de la cuve ;
- les justificatifs d'implantation des 3 piézomètres prévus par les dispositions de son arrêté préfectoral et les résultats d'analyses des eaux souterraines. Les résultats devront être cohérents avec les molécules utilisées par les différents produits de traitement de bois utilisés, comme évoqué supra. L'analyse comprendra le relevé piézométrique en mNGF de chaque point ainsi que la courbe de niveau isopièze permettant de confirmer ou non le sens d'écoulement de la nappe, et la présence de 2 piézomètres en aval et 1 piézomètre en amont. À défaut, il met en œuvre des piézomètres complémentaires.
- une analyse des sols à proximité du bac de traitement afin de vérifier l'absence de pollution des sols par les produits de traitements de bois.

En cas d'arrêt de l'activité de traitement de bois :

Conformément à l'article R.512-39-1 et suivants, l'exploitant procède à la cessation de cette activité.

Dans un premier temps, il notifie au préfet sous 1 mois l'arrêt définitif de l'activité de traitement de bois et mandate une entreprise certifiée pour la réalisation de l'attestation de mise en sécurité (ATTES-SECUR) sous 3 mois puis la réalisation de l'ATTES MEMOIRE sous 6 mois.

Les dispositions de la mise en sécurité et de l'attestation devront répondre aux prescriptions de l'article R.512-75-1 du code de l'environnement.

L'exploitant transmet l'attestation de mise en sécurité à la préfecture avec copie à l'inspection des installations classées.

Le cas échéant, la notification de cessation inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-39 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

| |
|--|
| Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription |
|--|

| |
|---------------------------------------|
| Proposition de délais : 2 mois |
|---------------------------------------|

N° 2 : Situation administrative - Classement des installations

| Référence réglementaire : Autre du 09/05/2022, article E229 | | | |
|---|--------|--|-----------------------|
| Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative, classement des installations | | | |
| Prescription contrôlée : Prise d'acte préfectoral n° E229 du 9 mai 2022. [...] le tableau ci-dessous actualise la situation administrative de votre site, dorénavant soumis à enregistrement. | | | |
| Rubrique | Régime | Intitulé de la rubrique | Volume et capacité |
| 1532-2-a | E | Bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés par la rubrique 2910, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public. 2. Le volume susceptible d'être stocké avant : a) Supérieure à 20 000 m ³ . | 49 000 m ³ |
| 2410-1 | E | Ateliers ou l'on travaille le bois ou matériaux combustibles analogues à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre de la rubrique 3610. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : 1. Supérieur à 250 kW. | 2 500 kW |
| 2910-A-2 | DC | Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771 et 2971 [...]. A. Lorsque sont consommés exclusivement seuls ou en mélange de gaz naturel, des gazs de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse [...], si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieur à 20 MW. | 1,86 MW |
| [...] <p>Dès lors, les prescriptions des arrêtés suivants s'appliquent à votre établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'arrêté préfectoral n° 4046 du 16 juin 2003 consécutif à une extension de la scierie, • l'arrêté ministériel du 11 septembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 1532 de la nomenclature ICPE, • l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 de la nomenclature des ICPE. <p>[...] L'unité de séchage de palettes dispose d'une capacité de 90 m³. La puissance installée est de 32 kW. Ce séchoir est indépendant de la chaudière, il n'entre donc pas dans la définition d'une génération de chaleur par contact direct provenant de la chaudière. Compte-tenu de ces éléments, ce séchoir n'est pas classé au titre de la rubrique 2260-2 "séchage par contact direct".</p> <p>[...]</p> | | | |

| |
|--|
| <p>Constats :</p> <p>Considérant que l'activité de traitement de bois évoquée dans le constat précédent relève du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2415 de la nomenclature et que les prescriptions applicables à cette activité sont toujours applicables à l'installation, il est nécessaire d'actualiser le tableau de classement des installations et de régulariser la situation administrative par un nouvel arrêté préfectoral complémentaire.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection le tableau actualisé de classement des installations ainsi qu'une analyse de conformité à son arrêté préfectoral d'autorisation et aux arrêtés ministériels applicables à ses installations et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Arrêté ministériel du 11 septembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 1532 de la nomenclature ICPE dont les dispositions applicables aux installations existantes sont précisées en annexe II ; • Arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910, selon les dispositions de l'article 2 qui fixe les prescriptions applicables aux installations existantes. <p>Il est à préciser que l'arrêté ministériel du 2 septembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2410 n'est pas applicable aux installations existantes.</p> <p>Dans un second temps, l'inspection proposera à la préfecture un arrêté préfectoral complémentaire pour actualiser le tableau de classement applicable et les prescriptions réglementaires applicables.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p> |
| <p>Proposition de délais : 3 mois</p> |

N° 3 : Confinement des pollutions accidentelles

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2003, article 5.7</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie est recueilli dans un bassin de confinement. Le volume de ce bassin est d'au moins 410 m³. [...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 29 septembre 2021, un point avait été fait avec l'exploitant sur les moyens de défense incendie du site.</p> |

À la suite des échanges, l'exploitant a transmis par courrier du 1^{er} décembre 2021 à l'inspection les éléments demandés comprenant notamment les échanges avec le SDIS sur l'étude D9 de dimensionnement des eaux nécessaires à l'extinction d'un incendie après échanges avec le SDIS et évoquant la nécessité de créer une réserve d'eau incendie supplémentaire de 60 m³.

Dans son courrier, l'exploitant a également précisé avoir demandé un devis pour la réalisation de l'étude D9A relative au dimensionnement du confinement des eaux d'extinction. Cette étude n'a pas été réalisée.

Le jour de la visite, il a été constaté la présence de la réserve d'eau souple incendie complémentaire située à côté des bureaux mais l'absence d'un bassin de confinement des eaux d'extinction.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Un arrêté de mise en demeure est proposé à Monsieur le préfet intégrant les échéances suivantes :

Sous 3 mois, l'exploitant transmet une étude de confinement des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués avec le descriptif des actions de confinement prévues. L'étude devra permettre de confirmer que l'ensemble des eaux d'extinction utilisées sur le site pourront bien être recueillies.

Sous 12 mois, il transmet les justificatifs de réalisation du volume de rétention pour les eaux et écoulements susceptibles d'être pollués en cas de sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie.

Si l'exploitant décide de conserver son activité de traitement de bois, les dispositions prises doivent permettre de garantir la rétention des eaux susceptibles d'être polluées en cas d'accident.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 12 mois

N° 4 : Périmètre d'exploitation du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2003, article 1.3

Thème(s) : Situation administrative, Périmètre d'exploitation

Prescription contrôlée :

Les installations de l'établissement sont implantées, aménagées et exploitées conformément aux dispositions décrites dans le dossier de la demande, lesquelles seront si nécessaire adaptées de telle façon qu'il soit satisfait aux prescriptions énoncées ci-après.

Constats :

Le dossier de demande d'autorisation environnementale déposé en 2001 précisait que le site était exploité sur les parcelles AD 67, 68 et 91 qui sont désormais référencées AD 68, 126 et 128 à la suite de la création de la voie communale pour desservir la zone.

Il a été constaté que le site a depuis été étendu à l'Est avec *a minima* les parcelles AD 64, 65, 66, 171, 173 et 175. Sur cette partie du terrain, il est notamment constaté la présence d'auvents de stockage pour stocker du bois et des palettes à l'abri de l'humidité.

La visite a également été réalisée sur les parcelles exploitées à l'ouest du site de l'autre côté de la route départementale n° 130 (parcelles AD 28, 29, 76 et 77). L'exploitant exploite sur ces parcelles une activité de travail du bois et de stockage, avec la présence de plusieurs bâtiments, qui continue de se développer notamment en termes de volume de bois stocké.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection un porter à connaissance actualisé permettant de présenter les modifications réalisées sur son site. L'exploitant complète également son dossier par un plan actualisé du site et la liste des parcelles exploitées.

Concernant les parcelles situées à l'ouest de la route départementale dont le site est actuellement non classé, l'exploitant précise, au regard de l'augmentation du volume de bois stocké, son classement au titre de la rubrique 1532 relative au stockage de bois ou matériaux combustibles analogues.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois